

Au Maroc, le peuple veut la fin de la corruption

Faut-il continuer l'expérience islamiste? Les Marocains votent vendredi pour élire leurs députés, et départager les islamistes du PJD, aux affaires depuis 2011, de leurs rivaux «modernistes». Un scrutin au final sans grande surprise sous l'arbitrage du roi qui conserve l'essentiel du pouvoir.

REPORTAGE
STÉPHANIE WENGER
À CASABLANCA

Quartier de Sidi Moumen à Casablanca, un dimanche en fin d'après-midi. Les militants du Parti justice et développement (PJD) s'apprêtent à sillonner le quartier, comme ils le font deux fois par jour depuis le début de la campagne. L'ambiance est enjouée, on rit, les femmes s'embrassent, la plupart des bénévoles sont venus en famille. À l'heure prévue, des banderoles – une portée par des femmes, l'autre par des hommes – floquées de slogans et du symbole du parti, la lampe à huile, se mettent en marche. Une camionnette ouvre le convoi, elle diffuse des chansons à la gloire du parti que les marcheurs reprennent. «On a adopté le style des ultras de football, avec des paroles et un air capables de motiver la jeunesse», explique Aziz Mhaimar, vice-président de l'antenne du parti dans le quartier et chargé des activités sportives. «Justice et développement – a comme symbole la lampe – compétence et intégrité – de succès en succès – cher parti tu es mon espoir», chantent, l'air convaincu, Hatim et Houssein, des jumeaux d'une vingtaine d'années qui racontent avoir rejoint le parti «parce qu'ils sont vrais».

«El chaab iourid iskat el fassad: le peuple veut la fin de la corruption» dira comme en écho un des slogans de la marche. C'est sur cette image de probité que le parti islamiste a misé pour remporter la victoire en 2011. Avec un peu plus de 1 million de voix, le parti a décroché 107 sièges sur 395 et gagné le droit de diriger un gouvernement de coalition. Cinq années au pouvoir n'ont

pas érodé cette rhétorique et les élections locales de l'an dernier ont montré que le parti du Premier ministre Abdelilah Benkirane n'a pas pâti de l'usure de gouverner. Son parti a recueilli, en 2015, les suffrages de 1,5 million d'électeurs et dirige désormais les principales villes du royaume. Pas très loin derrière aux régionales avec 1,3 million de voix, le Parti authenticité et modernité (PAM), a axé sa campagne des législatives en soulignant les dangers du modèle islamiste et le bilan «catastrophique» du gouvernement.

Lutte contre la corruption

Pas sûr que l'argumentaire porte, le PJD ne se revendique plus comme un parti à idéo-

logie religieuse, tout juste ses cadres concèdent-ils un «référentiel» musulman, et aucune réforme entreprise ces dernières années n'a cette connotation.

Le PAM, qui s'érige en principal rival, a été créé en 2008 par un proche du palais. Il est très fort dans les campagnes, alors que le PJD attire un électoral plus urbain et séduit aussi bien les quartiers aisés que les couches plus populaires. «Les électeurs du PJD ne forment pas un groupe homogène. Benkirane est un bon communicateur, il parle un langage que les autres politiques ne parlent pas, très accessible, analyse Mohamed Madani, professeur à l'Université Mohamed V de Rabat. Derrière, il y a un parti soudé, la participation au gouvernement n'a pas donné lieu à des dissensions. Son vocabulaire de lutte contre la corruption, pour une société juste, attire les électeurs.»

Retour à Sidi Moumen, le groupe d'environ soixante personnes traverse les rues bordées d'immeubles modestes, des enfants suivent le cortège en courant et riant, ravis de cette animation. Nous longeons les bidonvilles. Dans les maisons faites de brique et de broc aux toits en tôle lestés par des pierres, il n'est pas rare d'apercevoir une vache ou un cheval qui se nourrit d'ordure. Sidi Moumen est devenu mondialement célèbre en 2003, avec les attentats de Casablanca. La majorité des jeunes terroristes qui se sont fait sauter ce jour-là étaient originaires de ces quartiers informels. En plus de dix ans, les autorités ont tenté de réhabiliter, reloger, intégrer les habitants à la société marocaine, mais de nombreuses difficultés subsistent.

La voiture stoppe, et la sono diffuse les chants ultras du PJD, histoire d'attirer l'attention des jeunes qui disputent une partie de ballon.

Un campagne propre

«Ne vend pas ta voix pour 100 dirhams», crient les militants du parti de la lampe. «On essaie de bannir la culture de l'argent dans la campagne. Si vous croyez à vos principes, vous devez les défendre, par votre temps, par votre culture, explique Amina el Makhfi, professeur de lettres dans un lycée de Sidi

Moumen et élue locale depuis un an. Beaucoup exploitent la misère surtout dans ces quartiers défavorisés, on veut encourager les gens à voter. La participation est très faible ici à cause de l'illettrisme.» Elle dit cela en ramassant les tracts à terre. Le PJD veut montrer une campagne propre jusqu'au bout, les rues marocaines en période élec-

torale sont régulièrement couvertes de tracts distribués au hasard ou jetés en l'air tels des confettis.

Face aux bicoques informelles, une épicerie où deux clients regardent la marche avec indifférence. Ils ne sont pas décidés à voter. «Celui qui travaille c'est lui qui doit être élu», juge Abderrazak. Lui est un peu revenu des élections «L'ancien maire du quartier m'avait promis un emploi et je n'ai rien vu, alors je suis déçu.» Pas sûr qu'il se déplace le jour du vote comme Mohamed l'épicier ou Omar, un autre client. «Il y a eu la mise en place de l'indemnité de perte d'emploi c'est bien, mais le chômage reste très important. Et s'il n'y a pas de travail alors...», résume-t-il lorsqu'on lui demande son avis sur le bilan du gouvernement.

Le long du trajet, les réactions sont variées. Un homme crie: «Vous n'avez rien fait!» D'autres applaudissent et sourient. La plupart continuent leur chemin sans réaction, prennent quand même un tract tendu par un militant. La majorité des électeurs de cette circonscription habite dans les bidonvilles, en 2011 la participation y a à peine dépassé les 35%.

En tête de cortège, Mohamed Yatim, le député sortant et candidat à sa réélection insiste: «L'habitat insalubre fait partie de nos priorités. Déjà 60% des habitants ont été relogés. Pour moi, candidat, c'est important d'être sur le terrain pendant cette campagne. Je suis confiant car nous avons une vraie structure partisane.»

Après la marche, les responsables, dont Amina fait partie, tiendront une réunion bilan pour décider des actions du lendemain. Efficace et méthodique, «on essaye même qu'il n'y ait pas trop de monde dans ces marches, on est vite diabolisé», confie-t-elle. Pendant ce temps, les meetings du parti présidés par Abdelilah Benkirane continuent de faire le plein, de Taroudant à Tanger. En cette dernière semaine, la plupart des autres partis, le PAM en tête, se sont rendus à une stratégie «anti PJD», secondés par des représentants de la société civile.

Intégré au système

Lors des marches, aucun slogan en rapport avec la religion, mais le mégaphone lance à plusieurs reprises: «Tahakoum et la barra/Tahakoum dégage». Le «tahakoum», un terme qui fait florès depuis le début de la campagne, désigne des tentatives autoritaires pour empêcher l'action du PJD et de ses alliés. Pourtant, en cinq années au pouvoir, le parti n'a pas parlé des pratiques

dont il se plaint aujourd'hui. «Au-delà de la rhétorique, il ne faut pas oublier qu'Abdelilah Benkirane et son parti sont des acteurs du système. Leur but est de changer les choses de l'intérieur en s'alliant avec l'establishment», commente Nabil Mouline, chercheur au CNRS. Pour résumer Benkirane au pouvoir, l'historien parle de «syndrome du vizir». «Dans l'espoir d'obtenir les faveurs du monarque et de se faire accepter par l'establishment, Benkirane multiplie les flatteries, les concessions, les entorses à la Constitution et encaisse

les humiliations, mais en vain. Le monarque garde l'essentiel du pouvoir, le PJD n'a été qu'une composante de la coalition gouvernementale et cette coalition ne joue qu'un rôle minime dans la définition des politiques publiques. Le monarque et les instances qu'il dirige en tant que commandeur des croyants et représentant suprême de la nation gardent la main sur les grands projets sociaux et économiques et sur l'initiative politique en général.» À Sidi Moumen, il fait nuit à présent, les

banderoles s'enroulent, les militants se dispersent et se donnent rendez-vous au lendemain.

«On a adopté le style des ultras de football, avec des paroles et un air capable de motiver la jeunesse.»

AZIZ MHAIMAR
MILITANT DU PJD

REPÈRES

- Près de 16 millions de Marocains sont appelés à élire leurs 395 députés, selon un système de liste à la proportionnelle.
- Alors que les élections étaient largement manipulées au Maroc jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Mohammed VI en 1999, le ministre de l'Intérieur a réaffirmé mardi sa volonté d'organiser un scrutin «transparent».
- Le taux d'abstention, de 55% en 2011, sera l'un des enjeux du scrutin.
- Sur la trentaine de partis participant, huit ont une audience véritablement nationale et peuvent espérer obtenir

un groupe parlementaire, dont la Fédération de la gauche démocratique (FGD), qui a fait une campagne remarquée sur le thème de la «troisième voie».

► Le Parti justice et développement (PJD) avait remporté une victoire historique en novembre 2011, quelques mois après une révision constitution-

nelle menée par le roi pour calmer le «mouvement du 20 février», le

Printemps arabe version marocaine.

► Avec les déboires ces dernières années des islamistes en Egypte et en Tunisie, propulsés au pouvoir dans la foulée du Printemps arabe, **le PJD reste la**

seule formation islamiste encore à la tête du gouvernement dans un pays de la région.

► Avec Abdelilah Benkirane comme Premier ministre d'une coalition hétéroclite comptant communistes, libéraux et conservateurs, l'arrivée aux affaires du PJD n'a cependant pas entraîné de grands bouleversements politiques.

► Le roi Mohammed VI reste de facto tout-puissant.

► Pour la fondation Carnegie, l'apparente rivalité entre deux formations (PJD et PAM, le Parti authenticité et modernité) masque surtout **«la nature clientéliste et opportuniste»** du système politique marocain.